

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 05/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAMBRE et MEUSE

RUE DES USINES

BP 2

59750 DOUZIES FEIGNIES

Références : 023_V3_165

Code AIOT : 0007000715

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2023 dans l'établissement SAMBRE et MEUSE implanté 54 rue des usines 59750 Feignies. L'inspection a été annoncée le 31/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La précédente inspection avait été réalisée en présence de la police, compte tenu de l'agression des agents de l'ADEME en avril 2022 par des personnes réalisant du "déféraillage sauvage" du site. Suite à cela il a été mis en place un gardiennage permanent du site par une société spécialisée. La présente visite d'inspection qui s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle 2023 de la DREAL Hauts-de-France vise à constater la réalisation des premières mesures de mise en sécurité diligentées par l'ADEME préalable à l'évacuation et au traitement des déchets les plus dangereux du site au second semestre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMBRE et MEUSE
- 54 rue des usines 59750 Feignies
- Code AIOT : 0007000715
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement, créé en 1911, était spécialisé dans la fabrication de pièces en acier moulé, notamment pour l'industrie ferroviaire, la mécanique générale, les travaux publics. Il était exploité par la société MANOIR INDUSTRIE.

En 2002, la société MANOIR INDUSTRIE a filialisé le site de FEIGNIES par cession du fond de commerce. Dans ce cadre, les activités de l'usine de FEIGNIES ont été reprises par la société SAMBRE ET MEUSE.

Le site a été placé en redressement judiciaire le 16/09/2014 par décision du tribunal de commerce de Valenciennes. Par jugement du tribunal de commerce de Valenciennes du 09/03/2015, le site a été placé en liquidation judiciaire, le liquidateur désigné étant Maître SOINNE. À ce titre, le liquidateur devient le représentant légal de l'exploitant.

Par courrier du 27 février 2020, le liquidateur a signifié son état d'impécuniosité relatif à cette liquidation judiciaire.

Deux visites ont eu lieu en présence de l'inspection des installations classées et de l'ADEME pour évaluer les besoins de mise en sécurité du site en date du 20/04/2021 et du 19/07/2021. L'ADEME a établi un rapport de restitution des conditions techniques et financières préalable à l'intervention. Devant l'ampleur des besoins de mise en sécurité du site et face au potentiel de danger de pollution irréversible du site et du risque pour les populations avoisinantes, l'ADEME préconise une première intervention en urgence impérieuse.

Par courrier du 02 septembre 2021, Monsieur le préfet du Nord a sollicité l'accord du Ministère en charge de l'environnement sur cette intervention de l'ADEME, consistant en la mise en sécurité de l'ancien site de la société SAMBRE ET MEUSE, situé sur le territoire de la commune de FEIGNIES. Par courrier du 03 décembre 2021, le Ministère en charge de l'environnement a donné son accord pour une intervention de l'ADEME pour la mise en sécurité de l'ancien site de la société SAMBRE ET MEUSE. Les arrêtés de travaux d'office et d'occupation des sols ont été signés par Mr le Préfet le 04 avril 2022 puis renouvelés le 27 mars 2023.

Lors de la dernière visite d'inspection du 6 décembre 2022, l'inspecteur avait constaté une très forte dégradation du site et avait alerté le liquidateur judiciaire représentant de l'exploitant et la communauté d'agglomération (propriétaire de lieux) que leurs responsabilités civiles pourraient être engagées en cas d'accident. Suite à cela (et à l'aggression de leurs agents sur le site) des mesures de gardiennage ont été diligentées par l'ADEME.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Evacuation des déchets	Code de l'environnement du 07/06/2022, article 512-39-1	/	Sans objet
2	Limitation d'accès	Code de l'environnement du 07/06/2022, article R512-39-1	/	Sans objet
3	Surveillance	Code de l'environnement du 07/06/2022, article R512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux risques ont été identifiés lors de la précédente visite d'inspection. La responsabilité des propriétaires (la communauté d'agglomération et le liquidateur judiciaire) leur a déjà été rappelée par l'inspection des installations classées lors de la précédente inspection (le propriétaire d'un terrain reste civilement responsable des dommages que son bien peut causer au tiers). En conséquence aucune suite n'est proposée à Monsieur le Préfet du Nord. L'ADEME a confirmé son intervention lors du second semestre 2023 pour le retrait et le traitement des déchets les plus dangereux du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evacuation des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/06/2022, article 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
Constats : Compte tenu du gardiennage actuel du site, la situation a cessé de se dégrader les tentatives d'intrusions sont détectées et les types déchets que l'on peut constater sont donc ceux vus lors de la dernière inspection notamment : <ul style="list-style-type: none">- des archives papiers en quantité dans des caves ;- des déchets de pneus ;- des carcasses de voitures calcinées ;- des futs bleus (diméthylethylamine,-produits inflammables) ;- divers contenants (cubitainers et futs) dispersés dans toute l'usine ;- de nombreuses fosses contenant des grosses quantité de liquides ressemblant à de l'eau ;- une fosse contenant un liquide rouge vif ;- des vitres brisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Limitation d'accès

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/06/2022, article R512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée: II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : [...] 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
Constats : Des mesures de mises en sécurité ont été déployées sur le site depuis la dernière inspection : - Le gardiennage par une société spécialisée avec la présence permanente d'un gardien muni d'un chien interdisant la seule voie d'accès par un véhicule (la porte Sud) ; - la présence de détecteurs placés près des accès suspectés ; - en cas de détection intervention d'une équipe de la société spécialisée ; - réfection du grillage de la zone Est ; - ajout sur la zone Nord Est de barbelés de type concertina ; Le "dé-ferraillage sauvage systématique" du site a cessé mais on déplore malgré ces mesures de sécurité de nombreuses intrusions sur le site rapidement détectées. Par ailleurs certains risques ont fait l'objet de mesures de signalisation ou de protection : - 7 locaux ont été identifiés avec un risque d'effondrement, pour ceux-là des panneaux d'interdiction d'entrer et des filets rouges avertisseurs sont placés aux accès et marquent le danger ; - pour empêcher le risque de chute de grosses pierres ont été placées sur les regards ouverts ; Malgré ces précautions d'autres risques demeurent : - risque de coupures (présence de verres cassés notamment) ; - intoxication avec la présence de nombreux produits sur le site ; - risque d'incendie (archives papiers et fûts de Diméthylamines) ; - noyage (dans les fosses ou le bassin).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/06/2022, article R512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription contrôlée:</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>[...]</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des déchets dangereux sont présents sur le site et ont été recensés lors de la restitution des conditions techniques et financières d'une intervention ADEME (13/07/2021).</p> <p>Par ailleurs l'ADEME a fait réaliser des devis début juin 2023 par des sociétés spécialisées notamment pour le retrait et le traitement des déchets dangereux pour un enlèvement au 2eme semestre 2023.</p> <p>Ces déchets sont toujours présents sur le site. Les ferrailleurs (non autorisés) ont ainsi, volontairement ou non, déversé le contenu de certains de ces déchets sur le sol. Ainsi, les fûts bleus, qui contiennent du diméthylethylamine, étaient stockés sur palette, parfois filmée, lors de la visite de janvier 2022. Lors de la présente visite, certains de ces fûts sont au sol.</p> <p>Le site est traversé par un important réseau hydraulique et la nappe est affleurante. Par conséquent, on peut craindre une pollution de l'eau circulant sous le site, du fait de la perméabilité des sols. De plus, les différentes fosses ayant accueilli les équipements industriels sont remplies de liquides colorés. Compte tenu des dégâts structurels liés à l'intervention des ferrailleurs, les bâtiments ne sont plus hors d'eau. On peut donc craindre le lessivage des sols et des pollutions par les eaux météoriques et donc la pollution des eaux superficielles et souterraines. Il existe donc potentiellement un effet hors site de ces pollutions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet